

Je pense que le moment est venu de parler honnêtement de la taxe de vente. Permettez-moi de citer un passage d'une lettre que nous avons reçue de Ron Watkins, vice-président d'Interhome Energy Inc. de Calgary.

"Nous voyons la TPS comme une amélioration par rapport à l'actuelle taxe de vente fédérale et comme une importante composante des efforts du gouvernement pour comprimer le déficit national. Mais l'adoption de la TPS devrait s'accompagner d'un engagement permanent du gouvernement envers des objectifs spécifiques de réduction des dépenses."

M. Watkins mentionne deux choses à part la TPS: le déficit et la réduction des dépenses.

Je comprendrais - et j'accepterais même - que l'on accueille mal la TPS si le gouvernement négligeait sa responsabilité de contrôler les dépenses ou de réduire le déficit.

En tant que gouvernement, nous avons une entente avec les citoyens du Canada. C'est qu'il est fondamentalement irresponsable et déloyal de demander à nos citoyens de supporter le coût du renouveau économique si le gouvernement lui-même refuse d'assumer pleinement sa part du fardeau.

Je crois que nous avons respecté cette entente. Les faits suivants en témoignent.

Fait no 1. En 1984, le gouvernement a dépensé, pour les programmes publics, 16 milliards \$ de plus que ce qu'il attendait en recettes. En 1988, ce déficit avait été éliminé. En fait, cette année, nous percevrons 9 milliards \$ de plus que ce que nous dépenserons. Cet argent sera utilisé pour réduire le déficit. Cela signifie que nous aurions un excédent si nous ne devions pas payer la dette accumulée par les gouvernements précédents.

Fait no 2. Les coûts de fonctionnement du gouvernement - traitements des fonctionnaires, frais d'équipement et de maintenance, etc. - sont en fait aujourd'hui de 10 pour cent inférieurs à ce qu'ils étaient il y a 5 ans. Et cela même sans tenir compte de l'inflation. Pétro-Canada n'a pu reproduire cette performance. Imperial Oil non plus. Shell non plus. En fait, je ne connais aucune grande société pétrolière qui peut reproduire une telle performance.

Fait no 3. Dans les 5 dernières années, nous avons réduit de 12 000 les effectifs de la fonction publique. Dans les cinq années précédentes, le gouvernement avait augmenté de 4 000 le nombre des fonctionnaires. Les